

# L'ÉCOLE À BRUXELLES

**Q**uel est le point commun entre Marie WARNANT, Bénabar, Calogero, Jacques BREL, Dick ANNAGARN et d'autres encore? Ils ont tous chanté Bruxelles. Un signe, sans doute, de son caractère attachant. Ou peut-être de sa complexité, qui sait? À moins que ce ne soit justement sa complexité qui la rende attachante?

Démographie à la hausse. Plus multiculturalité très multi. Plus mixité sociale très hétérogène. Plus territoire non extensible et très segmenté. Plus question des langues au-delà des seuls français et flamand. Et tout cela, ce n'était pas "au temps où Bruxelles bruxellait"! C'est aujourd'hui. Et ce sera surtout demain.

Quel est l'impact de ce paysage sur l'école, ses élèves/étudiants, ses enseignants, ses responsables? Comment construire une réponse scolaire fondée sur la prise en compte des spécificités d'une grande ville singulière, tout en s'inscrivant dans le cadre d'une politique d'enseignement globale et commune aux francophones de notre pays? La question est posée. Le défi est à relever. ■

FRANÇOIS TEFNIN

## ENJEUX

**QUAND LA DÉMOGRAPHIE  
BOUSCULE L'ENSEIGNEMENT**

## REGARDS CROISÉS

**DE LA MATERNELLE  
À LA HAUTE ÉCOLE**

## PRIORITÉ

**BRUXELLES VUE  
PAR DES BRUXELLOIS**

## LANGUES

**DE BRUXELLES-BABEL  
À LA COMPRÉHENSION MUTUELLE**

## enjeux

## QUAND LA DÉMOGRAPHIE BOUSCULE L'ENSEIGNEMENT

L'observation des évolutions passées et des perspectives futures de la population à Bruxelles montre que l'enseignement devra s'adapter à des changements significatifs.

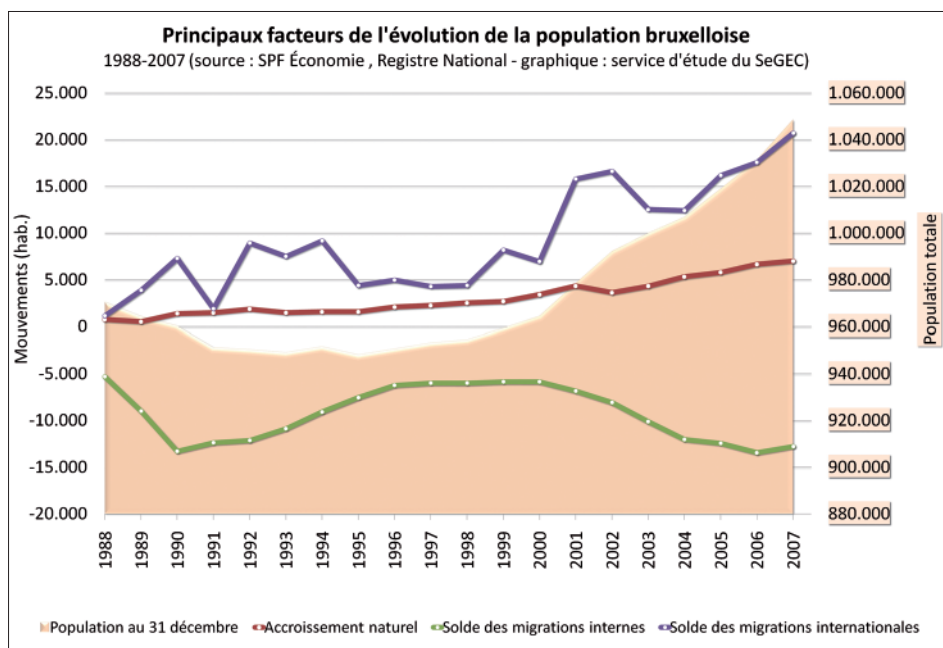
Aujourd'hui, la population bruxelloise compte un peu plus d'un million d'individus. On observe que, depuis 1995, elle n'a cessé d'augmenter et qu'elle pourrait compter 1 300 000 habitants d'ici 2050.

sont venues de l'étranger s'installer à Bruxelles et 23 294 personnes en sont parties vers l'étranger. Au final, la population de Bruxelles a ainsi augmenté de 20 717 personnes. Cette immigration d'origine internationale est princi-

palement composée d'une population jeune, tant pour ce qui concerne les citoyens européens que ceux originaires de l'extérieur de l'Union Européenne.

■ **sub-urbanisation**: comme on le sait – l'actualité nous le rappelle cruellement –, les frontières de la Région de Bruxelles-Capitale ont été fixées pour des raisons linguistiques et politiques plus que géographiques. Or, à partir des années 50, comme toutes les grandes agglomérations urbaines, Bruxelles a connu le développement d'une "sub-urbanisation". Ces migrations internes à la Belgique ont ainsi fait perdre une partie de ses habitants à la Région bruxelloise.

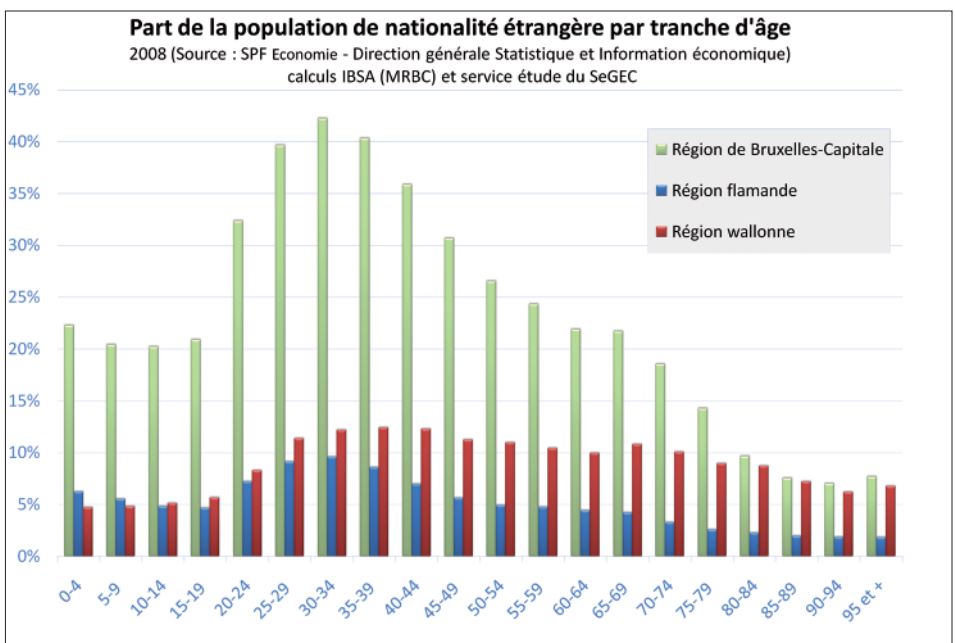
L'analyse des flux fait apparaître que les entrants sont quasi exclusivement des jeunes, souvent célibataires et locataires, étudiants ou jeunes en début de carrière, sans enfants. Les sortants sont majoritairement des ménages avec enfants qui, quoique plutôt aisés, éprouvent des difficultés à trouver un logement au loyer adapté à leurs revenus ou souhaitent accéder à la propriété et cherchent un logement accessible financièrement à l'extérieur de Bruxelles.



Comme le montre le graphique ci-dessus, **trois mouvements principaux** se conjuguent derrière cette dynamique de croissance:

■ **rajeunissement**: tout d'abord, on constate une diminution du nombre de décès qui s'explique par l'augmentation de l'espérance de vie, mais surtout par la baisse du nombre de seniors habitant Bruxelles. Ce phénomène, associé à la hausse du nombre de naissances, crée un accroissement naturel de population de plus en plus important. En 2007, on comptait ainsi 16 161 naissances pour 9151 décès, soit un accroissement net de 7010 habitants.

■ **internationalisation**: le solde des migrations internationales contribue également beaucoup à l'augmentation de la population. En 2007, 44 011 personnes



## DES MOUVEMENTS CONTRASTÉS

Derrière cette recomposition de la population bruxelloise, on peut observer des mouvements de population différents selon les quartiers et les types de population. Comparée à la Flandre et la Wallonie, Bruxelles accueille à la fois un plus grand nombre de ménages très favorisés et de ménages très pauvres. Cette disparité des revenus s'inscrit dans le territoire à travers une ségrégation spatiale provoquée, notamment, par la tension du marché du logement et par les mouvements migratoires. On observe, dès lors, des populations qui vivent parfois l'une à côté de l'autre, sans se croiser. Ainsi, on constate que les jeunes des quartiers les moins favorisés se déplacent rarement hors de ceux-ci, ce qui influence le développement de leurs perspectives et limite leur réseau de relations. Au contraire, les jeunes des quartiers plus aisés multiplient les déplacements dans et hors de la ville, en fonction de la diversité de leurs activités.

Aujourd'hui, environ 28% des enfants qui résident en Région de Bruxelles-Capitale sont nés dans un foyer ne disposant d'aucun revenu professionnel. Un nombre croissant d'enfants naissent dans des familles peu aisées, ne pouvant se permettre d'émigrer vers la périphérie ou les autres régions. C'est dans les quartiers les plus pauvres que l'on constate les plus forts taux de croissance des naissances et les plus grandes proportions de jeunes enfants, majoritairement d'origine étrangère.

## LES ENJEUX POUR L'ENSEIGNEMENT

La hausse du nombre de jeunes à Bruxelles pourrait, selon les projections du Bureau du Plan, créer d'ici 2020 des besoins d'accueil scolaire supplémentaires de l'ordre de 45% dans le maternel, 35% dans le primaire et 27% dans le secondaire.

Cette tension entre l'offre et la demande de places dans les écoles est renforcée par un reflet de la "sub-urbanisation", puisqu'environ 13% des élèves scolarisés à Bruxelles sont domiciliés en Flandre et 3% en Wallonie.

Cela accentue les effets de "sur-demande" dans certaines écoles.

La ségrégation spatiale des populations se traduit par une polarisation entre les écoles accueillant massivement les publics défavorisés (souvent d'origine étrangère et maîtrisant mal la langue d'enseignement) et les écoles où sont surreprésentés les Bruxellois aisés et les élèves provenant des Brabant flamand et wallon.

Cette ségrégation de fait se traduit aussi par des différences notoires dans le type d'enseignement suivi par les élèves. Les jeunes des quartiers défavorisés sont surreprésentés dans les études plus courtes, l'enseignement professionnel, technique ou artistique. C'est aussi dans ces quartiers que l'on constate le plus grand nombre d'abandons scolaires.

Par ailleurs, le caractère bicommunautaire et international de la Région se reflète dans une offre d'enseignement plus complexe que dans le reste du pays. Les 230 000 élèves inscrits dans l'enseignement obligatoire sont 80% à fréquenter une école sous tutelle de la Communauté française, 17% une école sous tutelle de la Communauté flamande, et 3% vont dans des écoles européennes et internationales. Cette juxtaposition de structures d'enseignement contribue au renforcement des

phénomènes de ségrégation des populations scolaires.

On peut, certes, constater que certains facteurs économiques et démographiques observés à Bruxelles, s'ils y sont un peu plus marqués qu'ailleurs, sont néanmoins comparables à ce qui se passe dans d'autres villes belges ou wallonnes. Cependant, la situation politico-institutionnelle, tout autant que les particularités de la démographie et de la situation internationale de Bruxelles, donnent à ces phénomènes une plus grande acuité là-bas que partout ailleurs en Belgique. ■

GUY SELDERSLAGH ET BENOÎT DE WAELE

## SOURCES

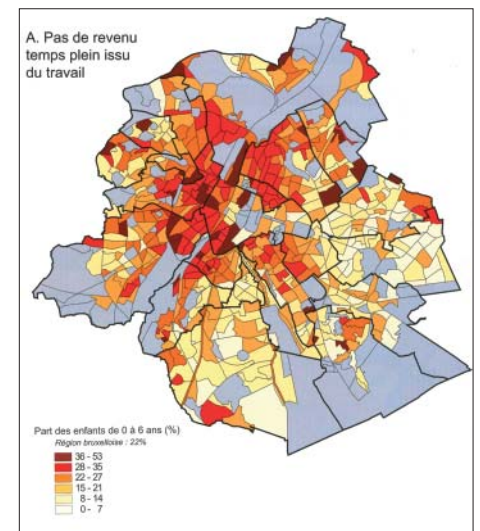
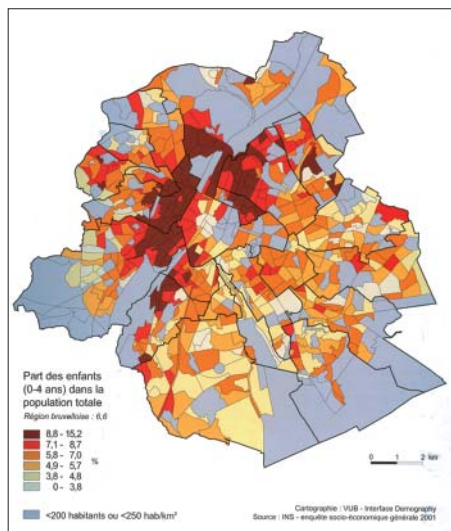
Notes de synthèse des États généraux de Bruxelles, Brussels Studies, 2009

[www.etatsgenerauxdebruxelles.be](http://www.etatsgenerauxdebruxelles.be)

Atlas de la santé et du social de Bruxelles-Capitale, Observatoire de la Santé et du Social Bruxelles-Capitale, 2006 – [www.observatbru.be](http://www.observatbru.be)

L'enseignement francophone en Région de Bruxelles-Capitale, CCFEE, mars 2009 – [www.ccfee.be](http://www.ccfee.be)

La dualisation scolaire en Région Bruxelloise, CCFEE, mai 2009 [www.ccfee.be](http://www.ccfee.be)



Cartes extraites de l'Atlas de la santé et du social de Bruxelles-Capitale, Observatoire de la Santé et du Social Bruxelles-Capitale, 2006.

## regards croisés

# DE LA MATERNELLE À LA HAUTE ÉCOLE

**Quels sont les enjeux spécifiques selon les niveaux d'enseignement à Bruxelles? Réponses de quatre observateurs.**

■ **Pierre VAN den BRIL, Directeur des Services diocésains de l'enseignement fondamental de Bruxelles-Brabant Wallon:**

"Plusieurs réalités urbaines bruxelloises ont un impact sur l'enseignement. Tout d'abord, la pression démographique forte dans une ville qui ne peut pas s'étendre, et dont une partie importante de la population se paupérise. Il y a un manque cruel de places, principalement en maternelles, ce qui pose la question des conditions d'accueil. Il y a un déni dans l'organisation du fondamental: la puéricultrice n'est pas reconnue dans le cadre de l'école. Les écoles doivent solliciter des moyens extérieurs pour en obtenir sur la base de quotas définis par la Région bruxelloise et inchangés malgré l'augmentation de population. Le manque d'espace crée du stress et de la promiscuité qui interrogent le vivre ensemble.

De plus, on assiste à un phénomène de rotation (jusqu'à 30%), avec des vagues d'arrivées et de départs continues et une multiculturalité impressionnante. L'école fondamentale n'est plus un lieu où on se donne du temps pour apprendre, mais où il faut d'abord se consacrer à l'intégration culturelle. Le même phénomène s'observe chez les enseignants: les Hautes Écoles de la ville ne produisent pas assez d'enseignants, qui viennent donc de l'extérieur de la ville, sans être nécessairement en phase avec sa réalité sociale et culturelle. Les directeurs ne parviennent plus à stabiliser leur équipe, ce qui interroge le projet collectif. Il faudrait réhabiliter les enseignants dans les quartiers de l'école, pour recréer du tissu social.

Enfin, la langue de beaucoup de nos élèves n'est pas celle de l'enseignement. La langue du quartier entre à l'intérieur de l'école aussi. Dans certains lieux, 25% de la population est concernée, les parents ne parlent pas le français. Quand plus de la moitié

d'une l'école est dans ce cas, il y a un problème d'intégration. Pour l'école, c'est un tout autre métier, auquel les instits ne sont pas préparés.

Le directeur ne peut plus se concentrer sur le travail en interne, il travaille les liens avec les acteurs sociaux.

Le défi de Bruxelles, c'est le vivre ensemble, et des équipes font un travail remarquable qu'il faut valoriser. Bruxelles se dévalorise par la manière dont on la regarde, alors que c'est une ville fabuleuse! L'école devrait prendre exemple sur le concept typiquement bruxellois de Zinneke. Il s'agit d'un projet de ville qui se construit pendant 2 ans, avec la participation de différents acteurs associatifs de quartiers différents. Ils développent une créativité et partagent leurs visions. Le temps fort est la Zinneke Parade, création participative qui permet à tous d'expérimenter le vivre ensemble dans une ville au 21<sup>e</sup> siècle... Une ville fière de ce mélange de racines!" FT

■ **Francis LITTRÉ, ancien directeur d'école et actuel directeur du Centre Catholique pour la Formation en cours de carrière (CECAFOC):**

"L'offre scolaire dans l'enseignement secondaire à Bruxelles présente quelques caractéristiques: sa structure est composite. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue l'offre des écoles néerlandophones (17% des élèves, parmi lesquels nombre d'enfants de familles francophones) et des écoles du Brabant wallon. De plus, certains établissements n'organisent que le 2<sup>e</sup> ou le 3<sup>e</sup> degré d'une option. Cela s'explique par la grande densité d'écoles sur un territoire restreint; ailleurs, les écoles sont parfois dans une situation quasi monopolistique. Les stratégies des écoles bruxelloises visent souvent à retenir les élèves en multipliant les filières. Une grande mobilité (rotation de 50% dans certaines écoles), notamment dans l'enseignement qualifiant, crée une concurrence plus grande. Malgré les efforts du Conseil de zone, on reste souvent dans des schémas particuliers. Quelques secteurs ont des projets communs, comme le secteur «Hôtellerie-restauration». Dans le secteur social, on a encore deux ou trois demandes par an, alors que l'offre est suffisante. Il

y a néanmoins des tentatives d'outiller le Conseil de zone avec des éléments objectivables, mais on reste loin d'une planification généralisée.

La relation entre offre d'enseignement et marché de l'emploi est mitigée: ainsi, le secteur «Services aux personnes» et le secteur économique sont privilégiés, car ils correspondent bien au marché de l'emploi bruxellois. Mais on peut s'interroger sur l'employabilité des jeunes qui sortent de ces filières. Par ailleurs, les écoles qui demandent à ouvrir des options pour lesquelles on constate une forte demande (boulangerie, frigoriste...) manquent de candidats. Ce paradoxe tient sans doute à l'image attachée à ces métiers et au modèle dans lequel se projettent les enfants des populations issues de l'immigration: celui du petit entrepreneur indépendant, commerçant, qui est son propre maître (modèle «phone-shop»). L'exemple d'IKEA à Anderlecht est significatif: la Région a obtenu qu'un quota de jeunes «pas trop diplômés» y soient engagés. 5 ans après, ces quotas ne sont pas atteints: le personnel engagé abandonne parce qu'il y a des contraintes. Ce qui montre la difficulté de stabiliser certaines populations dans certains types d'emplois.

Quant à l'adéquation entre offre d'enseignement et quartiers, on observe que l'offre d'enseignement qualifiant et de 1<sup>er</sup> degré différencié se situe majoritairement dans les quartiers populaires. Les influences entre profil des quartiers et offre d'enseignement sont réciproques, mais celle des quartiers est plus prononcée, sauf dans le cas du maintien d'une offre différenciée dans certains quartiers moins favorisés, qui entraîne le choix de certaines familles d'y résider, près de «bonnes écoles». Cela ne se passe que si l'école entretient des relations avec le quartier. Dans les quartiers populaires, cela permet de maintenir une certaine mixité «par le haut». Le choix de l'école du quartier dépend de l'image qu'on en colporte: une information objectivable de la marge de progression que certaines écoles assurent (la «valeur ajoutée») permettrait de rassurer une partie des familles des classes moyennes, issues de l'immigration ou non, et les conduirait à inscrire leurs enfants dans les écoles performantes des quartiers



Des réalités urbaines qui bousculent l'école...

populaires, y assurant par là même davantage de mixité". JPD

■ **André COUDYZER, Secrétaire général de la FédESuC:**

"Depuis 1996 et la création des Hautes Écoles (HE), l'enseignement supérieur catholique a connu une évolution importante: suite à diverses fusions, il n'y a désormais plus qu'une seule HE

libre par province, excepté à Bruxelles-Brabant wallon, où il y en a encore quatre. Par ailleurs, l'enseignement supérieur de type long se trouve essentiellement concentré sur Bruxelles, soit 65% de la Communauté française. Pour notre réseau, 80% des étudiants de ce type se forment dans des établissements bruxellois. D'autre part, à Bruxelles, de nombreuses institutions renommées, essentiellement du type

long, restent connues sous leur ancienne appellation et s'affirment assez peu sous le nom de la HE dont elles font partie. Et plusieurs de ces établissements souhaiteraient se rapprocher davantage de l'université, voire l'intégrer. Les collaborations existent déjà de longue date avec l'UCL, et aucune concurrence nouvelle ne sera induite par ces rapprochements. Enfin, suite à la table ronde de l'enseignement supérieur, une clarification du paysage sera initiée, avec la mise en place très vraisemblable de pôles universitaires, à propos desquels la question des habilitations devra être abordée avec sérénité et pragmatisme, tout en tenant compte de la réalité". **BG**

■ **Gérard BOUILLOT, Secrétaire général de la FEProSoC:**

"On peut pointer quelques enjeux spécifiques à Bruxelles: quatre établissements de promotion sociale y sont concernés par la mise en œuvre de nouveaux baccalauréats, et diverses formations sont organisées exclusivement dans la capitale: le baccalauréat en soins infirmiers, au Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé, des formations particulières dans le secteur artistique à Saint-Luc, le post-graduat en urbanisme et aménagement du territoire à l'Institut supérieur d'Urbanisme et de Rénovation urbaine... Autre spécificité: l'organisation du «CESS-Projet 9», qui permet aux adultes qui n'ont pas terminé leurs humanités d'obtenir le CESS autrement (cf. **entrées libres** n°48, pp. 18-19). Je pointerais aussi le développement d'un centre de validation de compétences au Centre de formation culturelle et sociale. Un élément positif, dans la capitale, est le développement d'actions en collaboration avec Bruxelles-Formation et Actiris, dans le cadre de conventions avec pour objectif de faciliter l'accès à l'emploi. Enfin, en ce qui concerne les formations en journée, il est de plus en plus difficile de répondre à une demande qui s'accroît. En effet, toutes les conventions, concernant les demandeurs d'emploi ou les travailleurs exigent la participation à des formations en cours de journée". **BG**

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS TEFNIN, JEAN-PIERRE DEGIVES ET BRIGITTE GERARD

priorité

BRUXELLES VUE  
PAR DES BRUXELLOIS**"Quelle est la priorité pour l'école à Bruxelles?"****Telle était la question posée à quelques témoins privilégiés. Réponses.****■ Jean JANSSENS, Vicaire épiscopal du diocèse Malines-Bruxelles:**

"Le problème essentiel qui touche l'enseignement à Bruxelles est certainement la pression démographique, et cela, avec trois conséquences. D'abord le manque d'écoles, à tous les niveaux. Or, Bruxelles se trouve dans un carcan, elle ne peut pas s'étendre. Ensuite, une perte de la fidélisation. Un changement s'est opéré dans le rapport entre l'école et les familles. Quand celles-ci cherchent à inscrire leur enfant, l'important est maintenant de trouver une place, peu importe le projet de l'établissement scolaire. On change aussi plus facilement d'école qu'auparavant. Enfin, la problématique de la multiculturalité. Il y a une telle diversité que les différentes cultures vivent juxtaposées et ne s'intègrent pas. Il faut souligner aussi la problématique de la langue: il faudrait mettre en œuvre des moyens appropriés pour permettre la connaissance de la langue d'enseignement. Des socles de compétences sont à atteindre, alors que la base n'est souvent pas acquise. En ce qui concerne la gestion scolaire, elle est identique pour toutes les écoles de la Communauté française, alors qu'elle devrait être adaptée à la ville. C'est également le cas de la politique de l'habitat à Bruxelles, qui conditionne l'environnement de l'école. On devrait, en tout cas, obtenir de l'autorité politique des moyens pour construire des écoles". **BG**

**■ Bernadette DEVILLÉ, directrice de l'Institut Don Bosco à Woluwe-Saint-Pierre:**

"Bruxelles est un formidable marché d'emplois très diversifiés, mais aussi un énorme réservoir de main-d'œuvre. Or, beaucoup d'employeurs organisent un véritable flux migratoire pour aller chercher, bien loin parfois, des travailleurs qu'ils devraient trouver sur place. Pourquoi? Une population sco-

laire dont le niveau de formation est en-dessous de la demande du monde de l'entreprise. Comment y remédier? Former des citoyens, parce que les employeurs veulent des femmes et des hommes qui puissent prendre des responsabilités et être capables de s'adapter aux changements; former des techniciens de qualité, parce que les techniques sont de plus en plus pointues. Dans ce monde qui divise, il faut rassembler. Un enseignement où les éducateurs et les professeurs partageraient des loisirs avec les jeunes et auraient des contacts nombreux en-dehors des cours préviendrait la violence et les déviances. Dans ce monde qui montre souvent l'exemple de la force et de la haine, il faut que le jeune se sente aimé, condition essentielle pour qu'il grandisse. Dans ce monde où la méfiance est de rigueur, cultivons la confiance que le jeune doit avoir en lui et en nous, et que nous devons avoir en lui".

**■ Denis GRIMBERGHS, Président des Pouvoirs organisateurs ITSCM et Haute École Galilée, député honoraire, conseiller communal:**

"Le plus grand défi, c'est la lutte contre la ségrégation des publics scolaires, qui passe par l'augmentation de la qualité de toutes nos écoles! On parle beaucoup du défi démographique, mais en amont, je plaide pour réfléchir à notre capacité de rendre plus attractive toute l'offre scolaire actuellement organisée et susceptible d'être développée, notamment dans les quartiers les plus densément peuplés du centre. Ne nous cachons pas une double réalité: d'une part, il n'y a pas si longtemps, on fermait des écoles ou des classes parce que le public les désertait et, d'autre part, les Bruxellois sont nombreux à se déplacer pour trouver une «bonne» école loin de chez eux, avec toutes les conséquences sur le plan de la mobilité et sur celui du temps consacré à ces déplacements. Le droit à une école de qualité et de proximité, particulièrement au fondamental, doit être reconnu comme légitime pour tous! Le débat doit donc porter sur les moyens d'atteindre cet objectif. Pour moi, la priorité absolue doit aller à une meilleure maîtrise de la langue française. Nous devons aussi pouvoir

valoriser toutes les filières d'enseignement, et notamment dans l'enseignement qualifiant. Ça passe, on a commencé à le faire, par une revalorisation de l'équipement des écoles techniques et un plus grand partenariat avec le monde de l'entreprise".

**■ Jean-Paul LAMBERT, Recteur des Facultés universitaires Saint-Louis:**

"Le défi sera à la fois quantitatif et qualitatif. Au cours des 15-20 prochaines années, Bruxelles connaîtra – au contraire des deux autres Régions – une formidable expansion démographique, due en partie à l'immigration de familles avec jeunes enfants, mais aussi et surtout à un taux de natalité particulièrement élevé au sein de sa population immigrée. Pour accueillir ces enfants, il faudra créer de nouvelles écoles (on en estime le nombre à 79, rien que pour les 5 ans à venir!). Mais le défi sera aussi qualitatif, car il s'agira de réduire la fracture sociale qui s'est creusée entre écoles réputées «fortes» (qui accueillent préférentiellement un public favorisé sur le plan socio-culturel) et écoles réputées «faibles» (celles qui concentrent surtout les enfants d'immigrés, dont les parents n'ont, le plus souvent, pas fait d'études prolongées). C'est en faveur de ces dernières qu'il faudra porter l'effort en termes d'encadrement et de moyens pédagogiques accrus. Il faut impérativement amener ces enfants à poursuivre, le plus loin possible, une scolarité «normale» qui leur ouvre les portes de l'enseignement supérieur. L'enjeu est double: non seulement leur rendre espoir et dignité, mais aussi former ces jeunes qui pourront demain occuper les emplois (y compris qualifiés) que génère Bruxelles, véritable poumon économique de notre pays".

**■ Piet VANDERMOTTE, directeur d'une schoolgemeenschap<sup>1</sup>:**

"Un enjeu principal est une meilleure compréhension entre les enseignements néerlandophone et francophone. Nous retrouvons les mêmes jeunes dans les écoles des deux communautés linguistiques... Il faut donc mettre en place des lieux où se rencontrer, entre directions, entre enseignants, pour échanger et faire des



**Démographie,  
multiculturalité,  
langues,  
mixité sociale...  
Bruxelles  
concentre  
les enjeux.**

*propositions pour améliorer l'enseignement ensemble. Les élèves doivent se rendre compte qu'on n'est pas dans une culture de la différence, mais plutôt dans une culture où l'on se comprend".*

**BG**

**■ Jacques VAN der BIEST, prêtre dans le quartier des Marolles à Bruxelles:**

*"Je constate que les enfants apprennent de moins en moins. Certains arrivent à l'université en ne sachant pas écrire correctement en français! Le plus grave, c'est que la société ne facilite pas l'ouverture à la nouveauté. Après la guerre, on a investi beaucoup dans l'accès à l'université, mais le taux d'enfants d'ouvriers qui y entrent ne dépasse pas 10%. L'essentiel est appris pendant les primaires. Il faudrait, dès lors, tout investir dans ce niveau, notamment dans la formation des instituteurs. La famille est aujourd'hui déstructurée, et les écoles doivent se charger de choses dont les parents ne s'occupent plus. Cela frappe certaines catégories de personnes plus que d'autres. Or, la ville est un mer-*

*veilleux outil pour ouvrir les enfants aux multiples facettes du monde! Faire simplement un tour dans le centre de Bruxelles permet d'ouvrir l'intelligence des petits. Si j'étais ministre, je mettrais l'argent dans le soutien aux instituteurs!"*

**BG**

**■ Moustafa LARGO, artiste belgo-marocain:**

*"Le véritable enjeu, c'est: que veut-on faire de notre société demain? Va-t-on continuer à marginaliser les pauvres dans des écoles à peu de moyens? Pour une société plus solidaire, la priorité doit être l'enseignement. Des quartiers comme Molenbeek ou Schaerbeek vont souffrir d'une démographie grandissante, et il faudra répondre à cela. Ce qui est au centre du quartier, ce n'est pas la mosquée ou l'église, c'est l'école! Moi, je suis d'accord de payer plus d'impôts, si c'est pour investir dans l'école du quartier. L'école idéale, c'est d'abord une école de proximité. Il faut réinvestir dans l'outil pédagogique localement, plutôt que d'essayer de prendre les jeunes des quartiers moins favorisés pour les*

*emmener ailleurs, ce qu'ils ne demandent d'ailleurs pas. Quand je parlais des moyens à investir pour les écoles, il s'agit aussi de moyens humains. Le prof qui se fait menacer dans sa classe, on ne peut que comprendre son manque d'envie d'y retourner. Il ne doit plus exister de quartiers délaissés, de zones de non-droits. Mon analyse est celle d'un père de famille d'origine immigrée au parcours un peu atypique, entre deux mondes. Dès que j'en ai eu les moyens, j'ai mis mes enfants dans une école considérée comme plus élitiste, étant donné le public qui la fréquente. Mais je l'ai choisie parce qu'elle proposait une pédagogie différente dont j'avais envie que mes enfants puissent bénéficier. Pourquoi tous les enfants n'auraient-ils pas droit à cela?"*

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
BRIGITTE GERARD ET  
MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE**

1. Lire pp. 16-17.

## langues

DE BRUXELLES-BABEL  
À LA COMPRÉHENSION  
MUTUELLE

Pour **Xavière REMACLE**, formatrice au Centre bruxellois d'action interculturelle (CBAI), "La première spécificité linguistique de la capitale reste le bilinguisme, qui entraîne une réflexion chez les parents: faut-il mettre son enfant dans une école francophone ou néerlandophone?" Force est de constater que, malgré ce choix, l'apprentissage des langues officielles de la ville est loin d'être évident: "Parfois, on se retrouve dans des situations un peu surréalistes, où des parents mettent leurs enfants à l'école néerlandophone pour assurer leur avenir, mais ils se retrouvent avec des enfants de familles francophones ou étrangères. Ils apprennent donc mal le néerlandais, faute de pouvoir le parler suffisamment". Il n'est déjà pas simple, pour un francophone, d'apprendre le néerlandais, mais alors, que dire de ces jeunes dont la langue maternelle n'est ni le français, ni le néerlandais, et qui doivent, eux aussi, réussir à l'école? X. REMACLE a le sentiment que les immigrés sont un peu pris en otage par la question de la langue qui, en tant que vecteur d'apprentissage, va cristalliser toutes les difficultés. "Souvent, dit-elle, cette question sert un peu d'alibi pour démissionner par rapport à d'autres enjeux, pédagogiques ou structurels".

Les enfants immigrés se trouvent également parfois dans une situation contradictoire, entre loyauté vis-à-vis de leur langue d'origine et nécessité d'apprendre celle de la ville dans laquelle ils vivent: "Les professeurs des cours de langues et de culture d'origine connaissent des difficultés, car les enfants viennent au cours avec un regard un peu ambivalent par rapport à leur langue d'origine. Un regard positif, car lié au lien affectif à leurs parents, mais en même temps, leur langue est un peu disqualifiée... D'une part, on leur dit qu'ils ne parlent pas assez le français à la maison, et d'autre part, ils doivent suivre un cours de culture et langue d'origine. Ils reçoivent des injonctions contradictoires, et ce n'est pas facile pour eux de se situer!"

## CLASSES-PASSERELLES

Concrètement, comment prend-on en charge, dans les établissements scolaires, les élèves primo-arrivants qui ne parlent pas un mot de français? Ils ont, notamment, la possibilité d'être accueillis dans des classes-passe-

**Le moins que l'on puisse dire, c'est que la question des langues à Bruxelles est complexe. S'y côtoient non seulement le français et le néerlandais, mais aussi une multitude de langues parlées aussi bien par les eurocrates que par les nombreuses populations immigrées... Sans compter, parmi celles-ci, les personnes qui arrivent en Belgique sans connaître un mot de l'une de nos langues nationales... Pas simple, pour l'école, de s'y retrouver dans cet imbroglio!**

relles, où ils peuvent apprendre exclusivement le français pendant un an. Exemple au Campus Saint-Jean à Molenbeek, qui accueille une cinquantaine de nationalités et où plus de la moitié des élèves sont – ou ont été – des primo-arrivants. "Une des pierres angulaires de notre projet d'établissement, explique le directeur de l'école, **Pierre LAURENT**, est l'apprentissage de la maîtrise du français. Nous avons, dès lors, mis en place quatre classes d'enfants «primos purs», qui ne connaissent pas du tout le français".

En classe, les enseignants utilisent la méthode "Pourquoi pas", basée sur la communication et le jeu. **Sandrine ROUSSEAU**, enseignante, explique: "On étudie le français sur base de situations et de certains thèmes, on essaie de partir du quotidien, du vécu. On visite l'école, puis le quartier, et ensuite le centre de Bruxelles. On commence par le français quotidien, et au fur et à mesure, on glisse vers le français scolaire. La matière vue ne doit pas être tout de suite acquise, on

revient plusieurs fois sur l'année et au bout d'un an, les élèves sont normalement capables d'intégrer une classe de l'enseignement ordinaire ou professionnel".

Et quid de la cohabitation entre toutes ces nationalités? "Tous ces élèves ont des histoires un peu particulières, difficiles, précise l'enseignante. Le premier objectif est qu'ils se sentent bien en classe. On travaille donc beaucoup sur la cohésion du groupe. Ils sont tous là pour apprendre le français, il y a donc peu de problèmes disciplinaires. En fait, le français est le ciment de l'entente entre les élèves. Notre fierté, c'est de voir que des jeunes qui débarquent en septembre complètement perdus, sans aucune connaissance en français, sortent en fin d'année avec un bagage qui leur permette d'être intégrés dans des classes traditionnelles. Et certains iront même à l'université!" ■

INTERVIEWS FRANÇOIS TEFNIN  
TEXTE BRIGITTE GERARD

